



## ÉCONOMIE & ENTREPRISE

# La France à l'offensive pour un investissement massif des Vingt-Sept

Emmanuel Macron s'inquiète d'un nouveau décrochage de l'Europe, alors que les Etats-Unis injectent des centaines de milliards de dollars

BRUXELLES - bureau européen

**E**mmanuel Macron n'a pas attendu que le plan de relance européen de 750 milliards d'euros soit opérationnel pour parler de la suite. Les Vingt-Sept ne s'étaient pas encore mis d'accord sur son architecture que le président français évoquait déjà le sujet. « *L'épidémie reprend. Il est très probable que nous aurons à redéfinir une réponse orchestrée* », déclarait-il ainsi, le 16 octobre 2020, à l'issue d'un sommet européen. Le 25 mars, après une nouvelle réunion des chefs d'Etat et de gouvernement européens, M. Macron est revenu à la charge : « *Après la première vague du Covid-19, l'Union européenne [UE] a apporté une réponse à la hauteur. (...) Face aux deuxième et troisième vagues, il nous faudra sans doute compléter cette réponse.* »

Le président français veut faire avancer les choses avant la présidentielle de 2022, d'autant qu'au premier semestre de cette même année, en pleine campagne électorale, donc, Paris prendra la présidence tournante du Conseil de l'UE. Sur le fond, Macron, comme le président du conseil italien, Mario Draghi, s'inquiète d'un nouveau décrochage de l'Europe, alors que les Etats-Unis injectent des centaines de milliards de dollars dans leur économie. Et appelle à une réaction des Vingt-Sept. « *Au Conseil de mars, ils ont planté des graines* », résume un proche de l'Élysée.

A ce stade, Paris et Rome n'en disent pas plus sur la forme que pourrait prendre ce nouveau plan européen. « *Il n'y a pas encore d'objet défini au niveau de l'Europe. On ouvre le débat politique*

*et intellectuel* », explique Clément Beaune, le secrétaire d'Etat aux affaires européennes. Mais une chose est certaine, ce ne pourra pas être une réplique du plan de relance sur lequel les Vingt-Sept ont passé tant d'heures à négocier, avant de s'entendre sur le principe d'un endettement commun et de la distribution de subventions aux pays les plus touchés par la pandémie. Les « *frugaux* » (Pays-Bas, Suède, Danemark, Autriche et Finlande), qui y étaient opposés, ne voudront pas en entendre parler.

### Semi-conducteurs, hydrogène...

Dans ce contexte, plutôt que de demander de nouvelles aides, Paris et Rome préfèrent évoquer la nécessité pour l'Europe d'investir massivement, d'ici à 2030, dans des secteurs stratégiques comme les semi-conducteurs, l'hydrogène ou la santé. Certains, comme Bruno Le Maire, vantent le modèle des « *alliances* », qui permettent à plusieurs Etats membres de travailler ensemble sur des projets précis, en échappant aux règles contraignantes de la Commission en matière d'aides d'Etat. « *Demain, les semi-conducteurs, ce sera aussi important que le pétrole au XX<sup>e</sup> siècle. On en aura besoin partout. On ne peut pas dépendre entièrement des pays asiatiques* », explique le ministre de l'économie, qui préfère les projets intergouvernementaux aux instruments communautaires, plus difficiles, de son point de vue, à mettre en place. D'autres, comme Clément Beaune, vont plus loin. Dans un entretien à la [Fondation Robert Schuman](#), le 14 mai, il évoque



« une capacité d'investissement commune » aux Vingt-Sept. Comment serait-elle financée? Rien n'interdit d'imaginer un « instrument permanent d'endettement en commun », comme l'a suggéré, le 10 mai, Valdis Dombrovskis, le vice-président de la Commission.

Par ailleurs, Paris et Rome appellent à une modification des règles budgétaires, inscrites dans le pacte de stabilité et de croissance (le déficit et la dette publics ne doivent respectivement pas dépasser 3 % et 60 % du produit intérieur brut), afin d'accroître également la capacité des Etats membres à emprunter pour investir. Un chantier qui laisse, lui aussi, présager des débats à hauts risques politiques.

Emmanuel Macron et Mario Draghi comptent sur le soutien de Pedro Sanchez, le premier ministre socialiste espagnol, qui, au vu de la situation politique en Espagne, se fait pour l'instant discret. Et sur Antonio Costa, le premier ministre socialiste portugais, tenu à un certain devoir de réserve jusqu'au 30 juin, tant que Lisbonne occupe la présidence tournante de l'UE. « Les Suédois ne sont pas fermés non plus », veut croire un diplomate.

« On ne pourra avancer que s'il y a un accord franco-allemand », admet Clément Beaune. Paris et Berlin discutent, et la France compte affiner ses propositions avant les élections fédérales allemandes de septembre. « En septembre 2017, les propositions françaises pour l'Europe, inscrites dans le discours de la Sorbonne, ont orienté les débats qui ont accompagné la formation de la coalition gouvernementale allemande », abonde l'eurodéputée Nathalie Loiseau (LRM).

L'argent du plan de relance commencera à arriver dans les caisses des Etats membres d'ici à juillet, et il y a fort à parier que les débats sur la suite vont vite

s'intensifier. Dans un entretien aux *Echos*, le 17 mai, Margrethe Vestager, la commissaire à la concurrence, a jugé « un peu bizarre de parler d'un nouveau plan dont nous ne sommes pas certains d'avoir besoin ». Avant d'ajouter : « Si nous devons prendre quelque chose des Américains, c'est leur optimisme. Au lieu de se prendre un verre de vin en se disant qu'il va pleuvoir, félicitons-nous que les choses arrivent ! » Emmanuel Macron aura apprécié. ■

V. MA.

## « On ne pourra avancer que s'il y a un accord franco-allemand »

CLÉMENT BEAUNE  
secrétaire d'Etat aux affaires européennes